

Résolution adoptée

Séance plénière du 10 février 2026

« *Quartiers urbains populaires* : parlons solutions ! »

Déclaration du groupe UNSA

L'UNSA partage le constat selon lequel les inégalités touchant les quartiers populaires sont structurelles et durables. Leur réduction suppose une réaffirmation concrète du principe d'égalité. Ces quartiers font pleinement partie de la République et doivent bénéficier des mêmes droits et opportunités.

Depuis les années 1960, les politiques publiques menées à destination de ces quartiers ont connu plusieurs phases, de l'approche essentiellement urbanistique des grands ensembles à la reconnaissance, dans les années 1980, de la politique de la ville comme politique publique à part entière, jusqu'aux programmes de rénovation urbaine engagés depuis les années 2000. Malgré des investissements importants, ces politiques ont produit des résultats inégaux et insuffisants au regard des objectifs affichés.

Les réponses fragmentées n'ont pas permis de réduire durablement les écarts. Elles ont amélioré le cadre de vie mais n'ont pas réussi à garantir une égalité réelle des chances. En traitant prioritairement les effets visibles des inégalités plutôt que leurs causes profondes (chômage, discriminations, ségrégation territoriale, etc...).

Face à ce constat, l'UNSA affirme que ces politiques doivent être non seulement poursuivies, mais profondément réorientées. Il est indispensable de mettre en œuvre des actions positives ambitieuses, assumées politiquement, afin de rétablir l'égalité effective en faveur des quartiers populaires et de leurs habitants. Il ne s'agit pas de privilèges, mais de justice sociale et républicaine.

Dans ces territoires, malgré les obstacles, de nombreux jeunes réussissent et s'engagent. Ces parcours doivent être reconnus et valorisés comme des leviers d'émancipation collective et comme une réponse aux discours de stigmatisation. Les quartiers populaires sont aussi des lieux de ressources, de solidarités et d'innovations sociales.

Investir dans ces quartiers n'est donc pas une option, mais un choix politique majeur. C'est un enjeu républicain, démocratique et économique qui engage l'avenir du pays tout entier.